

Rapport Camdessus : nouvel emballage pour recettes éculées

Michel Camdessus qui fut directeur général du Fonds monétaire international (FMI) de 1987 à 2000 vient de remettre à Nicolas Sarkozy son rapport "Vers une nouvelle croissance pour la France". On aurait pu croire que son passage à la tête du FMI aurait rendu Michel Camdessus prudent et modeste. Défenseur acharné du consensus de Washington qui prônait privatisations, déréglementation et ouverture des marchés pour les pays du Sud, son action à la tête du FMI a eu des résultats catastrophiques. Après avoir affamé la moitié de la planète, il s'attaque maintenant à son pays d'origine.

Le rapport reprend le refrain du déclin de la France, déjà utilisé par d'autres, en affirmant que celle-ci connaît un processus de décrochage. Pourtant, deux rapport récents, l'un de l'OCDE, l'autre de la Banque de France, concluent que la France est l'un des pays les plus attractifs de la planète. La France est par ailleurs le 4ème pays exportateur de la planète. Cette vision catastrophiste n'a qu'une fonction, celle de permettre la justification de mesures de régression sociale à l'encontre des salariés.

L'écart de croissance entre la France d'une part, et la Grande-Bretagne et les Etats-Unis d'autre part, est expliqué par la différence d'évolution des heures travaillées. Le rapport "oublie" que la politique macro-économique menée par ces deux pays est un démenti cinglant aux dogmes libéraux puisqu'elle combine augmentation des dépenses publiques et politique monétaire, actions rejetées par Michel Camdessus. Il semble ignorer de plus que la productivité du travail par tête est beaucoup plus forte en France que dans ces deux pays. Ainsi, le PIB par heure travaillée en Grande-Bretagne est 25 % plus faible qu'en France.

Enfin, la période de référence retenue, 1994-2003, combine deux phases de faible croissance, 1994-1997 et 2001-2003, et une phase de croissance forte, 1997-2001, où avait été mise en œuvre une politique de réduction du temps de travail et de relance de la consommation, certes insuffisante, mais qui avait permis une baisse non négligeable du chômage. Contrairement donc à ce qu'affirme le rapport, la "stratégie de partage du travail" s'est révélée être une stratégie gagnante contre le chômage, même si l'application des 35H s'est souvent faite au détriment des conditions de travail.

Les propositions du rapport ne brillent pas par leur originalité et ne font qu'actualiser les vieilles recettes libérales. Il propose par exemple de corriger le sous-emploi des seniors et des jeunes. Au-delà même du fait que le rapport fait l'impasse sur la détérioration des conditions de travail qui justifierait à elle seule de ne pas augmenter la présence au travail des salariés âgés, cette proposition est parfaitement contradictoire. Comment ne pas voir en effet que développer les emplois pour les seniors, dans une situation de chômage massif, ne peut qu'avoir des conséquences désastreuses pour l'emploi des jeunes ?

Le rapport propose la suppression du CDD et du CDI pour les remplacer par un contrat de travail unique dans lequel les droits des salariés se renforceraient avec l'ancienneté dans l'entreprise. Alors que la grande masse des salariés est toujours en CDI, cette proposition vise en fait à généraliser la précarité du travail. Le rapport recommande, de plus, de mettre en œuvre les dispositions du rapport Virville qui visent à démanteler le code du travail. Dans le même état d'esprit, le rapport préconise la liberté d'ouverture des magasins le dimanche et reprend intégralement l'argumentation des grandes surfaces sur l'installation et la fixation des prix.

Le rapport propose la suppression des "coups de pouce" au SMIC. Au-delà de l'injustice manifeste d'une telle proposition, un telle mesure est un non-sens économique. Elle aura pour conséquence de faire baisser la consommation des ménages, donc de fragiliser la croissance que le rapport affirme pourtant vouloir encourager.

Dans la même veine, l'ancien directeur général du FMI y va de ses propositions pour "éviter les distorsions de concurrence sur la fiscalité de l'épargne". Il ne préconise aucunement des efforts d'harmonisation mais s'inscrit totalement dans une logique de concurrence fiscale entre Etats. Il estime ainsi qu'il faut mettre en place de nouveaux "encouragements fiscaux amplement compétitifs par rapport à ceux qui prévalent au-delà de nos frontières". Pour Michel Camdessus, une bonne fiscalité du capital est une fiscalité qui tend vers zéro.

Sans surprise, le rapport reprend la litanie libérale sur la réforme de l'Etat, se distinguant simplement par quelques mesures gadgets comme "la rationalisation de la carte de nos représentations diplomatiques à l'étranger". Plus grave le rapport préconise une baisse drastique du nombre de fonctionnaires et propose ni plus ni moins qu'un démantèlement de l'Etat en voulant confier les "activités d'exécution à des agences de droit privé".

Enfin les questions écologiques sont totalement absentes de ce rapport dont la logique profonde et la thématique explicite, "la croissance", restent totalement productiviste. Cette absence, dans un rapport voulant indiquer des pistes pour l'avenir, illustre la myopie de la pensée libérale face aux problèmes que l'humanité se doit de résoudre.

Le 28 octobre 2004